

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

Unité – Egalité – Paix

UNION POUR LE SALUT NATIONAL



PLATE-FORME POLITIQUE COMMUNE

NOUS, PARTIS POLITIQUES DJIBOUTIENS, SIGNATAIRES DE LA PRESENTE PLATEFORME,

Considérant la dégradation continuelle de la situation politique, sécuritaire, économique et sociale depuis plus de deux décennies et plus particulièrement encore, depuis le hold-up électoral du 23 février 2013 ;

Considérant l'ampleur de la violation répétitive de la Constitution et des autres lois, des violations des droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés publiques caractérisées par :

- des pratiques de torture, des arrestations, des emprisonnements abusifs et arbitraires des dirigeants, cadres, militants et sympathisants de l'USN et d'innocents citoyens de la société civile,
- des représailles, harcèlements et menaces multiformes dirigés contre les personnes sus-citées ainsi que leurs familles et proches,
- des mesures sélectives et arbitraires de déchéance de nationalité, de refus de délivrance et de confiscations de passeports,
- des pratiques de corruption, de détournement massifs des deniers publics et des malversations économiques et financières dont les auteurs sont assurés d'une totale impunité,

Considérant la volonté du Peuple djiboutien, maintes fois exprimée, de se libérer d'un système politique, économique et social qui le maintient dans l'oppression, les divisions de toutes sortes, la misère et la mendicité ;

Conscients que la paix et la sécurité pour tous, la démocratie, la stabilité politique, la justice pour tous, la primauté du droit, la reconstruction nationale, l'équité et le développement constituent les grandes aspirations du peuple djiboutien,

Convaincus que seule une rupture totale et définitive avec l'ordre actuel de mauvaise gouvernance, d'injustice et de corruption généralisées peut remettre notre pays sur les sentiers de la démocratie et de l'essor socio-économique ;

Convaincus que la vision commune autour de laquelle s'est constitué notre groupement reste la voie la mieux indiquée pour faire face aux nombreux défis actuels et futurs de la Nation Djiboutienne et ainsi rebâtir les fondements d'un meilleur avenir commun pour tous les citoyens Djiboutiens sans discrimination aucune ;

Engagés à bâtir un ordre politique, économique et social nouveau et un système de gouvernance fondés sur les valeurs de paix et de sécurité pour tous, de respect du pluralisme, de la démocratie participative et de la bonne gouvernance, de justice pour tous et des droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés publiques, de mérite, de solidarité, de concertation, de compromis, de tolérance et de coopération internationale, source d'amitié entre les peuples ;

Déterminés à contribuer activement, et par tous les moyens pacifiques, à la lutte du Peuple djiboutien contre la dictature, la mauvaise gouvernance, l'injustice et la corruption,

AVONS CONVENU DE LA PRESENTE PLATEFORME VISANT A :

1. Contribuer à la création d'un environnement politique, sécuritaire, économique et social permettant d'aborder les questions fondamentales du pays avec objectivité et sérénité et ainsi engager le pays sur la voie de la démocratie et de la bonne gouvernance pour le bien-être de chaque citoyen djiboutien ;
2. Forger une vision commune sur les grandes questions d'intérêt national sous tous leurs aspects ainsi que sur les voies et moyens de leur trouver des solutions ;
3. Fédérer la réflexion et les moyens d'action des formations politiques démocratiques de Djibouti et des organisations de la société civile pour bâtir une démocratie intégrale et un avenir de paix, de sécurité, de justice et de développement ;
4. Contribuer à la restauration et à la consolidation de la paix dans les pays de la sous-région.

**NOS GRANDES ORIENTATIONS SUR LES QUESTIONS
FONDAMENTALES DE LA NATION DJIBOUTIENNE**

Le parti RPP et ses satellites ont fait du mensonge, de l'aliénation, de la démagogie-dissimulation un mode de gouvernement, voire une valeur.

Par des promesses fallacieuses, le parti RPP et ses satellites ont voulu faire du citoyen djiboutien, un homme qui n'a plus confiance en lui-même et dans son entourage, un homme qui n'a plus de dignité.

Par ses méthodes de gestion le pouvoir en place a totalement failli sur des sujets essentiels auxquels le Peuple djiboutien est profondément attachés tels que :



- la paix et la sécurité pour tous,
- la démocratie,
- les droits humains,
- les libertés publiques,
- la justice,
- l'unité nationale,
- l'économie et les infrastructures de base,
- la lutte contre la soif,
- l'accès à l'emploi,
- la sécurité alimentaire,
- la lutte contre la pauvreté,
- l'habitat décent,
- l'énergie,
- la santé,
- l'éducation,
- la culture,
- les relations extérieures.

C'est pourquoi notre action va se focaliser sur ces questions prioritaires majeures que nous pouvons regrouper en six points, à savoir :

- I. le renforcement de l'unité, de la paix et de la sécurité pour tous ;
- II. la démocratie et la bonne gouvernance ;
- III. la justice et la lutte contre l'impunité des crimes ;
- IV. le développement socio-économique ;
- V. la lutte contre la pauvreté ;
- VI. la politique extérieure.

I. DU RENFORCEMENT DE L'UNITE, DE LA PAIX ET DE LA SECURITE POUR TOUS.

L'USN reste persuadée et convaincue que le renforcement de l'unité nationale et de la paix, ainsi que la véritable sécurisation du citoyen résultent pour une large part :

- d'un ordre institutionnel inclusif et rassurant,
- d'un environnement politique sain,
- d'un fonctionnement serein des institutions,
- de la promotion de corps de défense et de sécurité professionnels et républicains.

Concernant ce dernier point, les partis signataires constatent que le pouvoir dictatorial actuel a instrumentalisé les corps de défense et de sécurité qui restent ainsi à son service exclusif.

Aussi, et en vue de réhabiliter ces corps, l'action prioritaire de l'USN consistera à y faire respecter les valeurs fondamentales républicaines.



II. DE LA DEMOCRATIE ET DE LA BONNE GOUVERNANCE

La démocratie et la bonne gouvernance constituent les piliers de gestion des Etats modernes.

Or, dans notre pays, ces deux valeurs ont délibérément été sacrifiées par le régime actuel caractérisé par la concentration absolue de tous les pouvoirs de l'Etat dans les mains d'un seul homme et l'accaparement des richesses nationales.

Par la dictature, l'exclusion, la terreur vulgaire, les pratiques de corruption et de détournements des deniers publics ont été érigées en mode de gouvernement de l'Etat Djiboutien.

Il est aussi constaté que, sur fond de pauvreté, la crise multidimensionnelle imposée à notre pays n'a guère favorisé le souci d'intégrer, dans le vécu politique quotidien, les valeurs démocratiques.

Pour remédier à ces maux il est impératif d'encourager et d'ancrer les valeurs démocratiques dans nos mœurs et actions quotidiennes.

La République de Djibouti connaît des crises sociales, des crises politiques et institutionnelles, des crises sécuritaires et économiques graves.

De même les relations entre le pouvoir avec les partis politiques de l'opposition ainsi qu'avec les différentes composantes de la société civile, principalement avec les médias, avec les syndicats, avec les organisations de défense des droits de la personne humaine sont exclusivement basées sur le mépris et la domination comme en témoignent notamment les faits avérés suivants :

- la violation répétée de la Constitution ;
- les dysfonctionnements criants des Institutions de l'Etat ;
- l'immixtion permanente du pouvoir dans le fonctionnement des partis politiques, des syndicats et autres associations, et ce notamment par des mesures arbitraires de refus de délivrance de récépissé administratif, de dissolution et de « clonage » ;
- les représailles, les menaces et l'intolérance constantes à l'endroit des partis politiques de l'opposition, des syndicats et autres associations ;
- la manipulation continue du processus électoral ;
- l'abrogation despotique du mandat électif du Maire de Djibouti-ville et des autres élus locaux du parti RADDE pour avoir réaffirmé leur opposition au régime et rejoint l'USN ;
- l'instrumentalisation des corps de défense et de sécurité particulièrement la police, la gendarmerie et les services de renseignements ;
- les violations massives des Droits Fondamentaux de la personne humaine et des

The bottom of the document features several handwritten signatures and stamps. From left to right, there is a signature that appears to be 'MAG', a circular stamp with a central emblem, a long diagonal signature, a signature that looks like 'd' Amine', and another signature on the far right.

libertés publiques ;

- les représailles, harcèlements, emprisonnements et exils obligés des leaders politiques, des membres des partis de l'opposition, des leaders d'opinion, des journalistes et des syndicalistes ;
- les vagues successives de licenciements, de révocations arbitraires et d'affectations fonctionnelles et géographiques punitives dans tous les secteurs-clés de la vie nationale comme l'Education, la Santé, la Justice etc. ;
- les pratiques de corruption, de détournement des deniers publics et des malversations économiques hors catégorie ;
- le refus permanent du pouvoir en place d'un dialogue franc et sincère avec les autres forces politiques, sociales et morales de la Nation.

C'est dans ce contexte que les élections législatives du 22 février 2013 ont donné lieu à une manipulation du processus électoral d'une ampleur sans précédent, constitutive d'un mépris total de la volonté de changement largement exprimé par le peuple djiboutien à travers sa confiance à l'USN.

En conséquence, les Partis politiques composant l'USN ont convenu de la poursuite du combat politique pour faire échec au hold-up électoral et faire respecter la volonté du peuple djiboutien clairement exprimée à travers le scrutin du 22 février 2013.







Cette plate-forme vient tracer la voie politique que nous devons suivre pour la paix, la démocratie, la bonne gouvernance et le développement socio-économique.

L'action de l'USN sera focalisée sur la sensibilisation et la mobilisation de toutes les forces politiques et sociales appelées à tout mettre en œuvre pour :

- faire respecter la volonté de changement exprimée par le peuple djiboutien à travers le scrutin du 22 février 2013,
- restaurer la confiance dans le pays,
- stabiliser le pays et instaurer la démocratie et la bonne gouvernance dans tous leurs aspects.

Les partis politiques signataires de la présente plate-forme sont profondément convaincus que :

- seules les procédures démocratiques d'accès au pouvoir et la gestion démocratique de ce dernier constituent les seules voies de sortie des diverses impasses dans lesquelles notre pays est plongé depuis des décennies.
- la bonne gouvernance devra se manifester dans la promotion d'un Etat de droit et dans la gestion saine de l'Etat marquée par la transparence, la vérité, le compromis, la tolérance et l'ouverture politique.

MG       5

Aussi, les partis politiques signataires de la présente plate-forme proposent de mettre sur pied des institutions servies par un leadership responsable gagné à la cause de la paix, de la démocratie, de l'intégrité territoriale, de la cohésion et de l'unité nationales, et capables de :

- s'élever au dessus des intérêts sectaires et partisans,
- prendre les décisions et mesures indispensables au redressement du pays, à la réconciliation nationale et à la construction d'un avenir meilleur pour tous les Djiboutiens,
- veiller à la mise en œuvre et de suivre régulièrement l'application intégrale de la Constitution nationale et des instruments juridiques internationaux ratifiés par la République de Djibouti dont la Charte africaine sur la démocratie, les élections et la gouvernance,
- adopter et de maintenir une politique rigoureuse de tolérance zéro vis-à-vis de la corruption et du détournement des deniers publics,
- améliorer les autres indicateurs de la gouvernance politique, dont l'équilibre des pouvoirs, la reddition des comptes, l'Etat de droit, les libertés civiles et les droits de l'Homme notamment, par l'adoption et l'application rigoureuse d'une nouvelle Stratégie des droits de l'homme,
- promouvoir le déploiement effectif du Mécanisme Africain d'Examen par les Pairs (MAEP) et les programmes nationaux (PAN) qui en découlent.

III. DE LA JUSTICE ET DE LA LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ.

Nul ne peut objectivement contester que l'appareil judiciaire soit devenu un outil de répression du pouvoir en place par des jugements et des emprisonnements arbitraires.

L'USN se propose donc de mettre en œuvre des stratégies et des actions destinées, entre autres à :

- promouvoir une justice impartiale, indépendante et rigoureuse,
- lutter efficacement contre l'impunité des crimes de toute nature.

Les partis politiques signataires de la présente plate-forme s'engagent à agir de telle sorte que la répression des crimes soit menée dans le respect de la Loi, notamment par un contrôle rigoureux des arrestations et détentions, l'accès à un procès équitable et la garantie des droits de la défense.

L'USN fait de la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques une priorité absolue de son combat.



IV. DU DEVELOPPEMENT SOCIO- ECONOMIQUE.

Les méthodes de gestion du régime en place ont fait qu'aujourd'hui la pauvreté et la misère extrêmes assaillent la population djiboutienne.

Cette situation résulte de la gabegie, des détournements des biens de l'Etat, de la corruption, de l'accaparement népotique des activités et des malversations économiques érigées en mode de gouvernement voire en valeurs par le pouvoir actuel.

La gestion du pouvoir RPP est notamment caractérisée par :

- le manque de planification et d'exécution de politiques publiques,
- le manque de sécurité juridique à tous les niveaux et notamment des investisseurs,
- les disparités sectorielles, géographiques et sociales,
- la cherté de la vie et de l'énergie,
- l'inadéquation de la formation aux besoins réels du marché,
- l'étouffement de l'initiative privée,
- le détournement massif des aides et deniers publics,
- l'accaparement népotique des secteurs clés de l'économie nationale,
- le bradage d'infrastructures publiques vitales et de souveraineté.

D'où les énormes défis auxquels fait face actuellement notre pays dont la persistance d'une paupérisation et d'un chômage de masse.

C'est ainsi qu'une importante proportion de la population djiboutienne vit en dessous du seuil de pauvreté et que le chômage touche une personne active sur deux et trois jeunes sur quatre.

L'effondrement du système éducatif national est patent.

Le dépérissement du système de santé publique est tout aussi criant.


Concernant l'emploi notre pays connaît un niveau très élevé de chômage. Estimé à 70% de la population active, le chômage touche en priorité les jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi (74% des jeunes âgés de moins de 30 ans sont à la recherche d'un emploi).

Ce sont là autant d'obstacles à l'investissement, à la productivité, à la compétitivité, à la fiscalité et à la répartition équitable des richesses nationales.

Il en résulte :

- une économie dominée par les services,
- des activités économiques concentrées aux mains d'une minorité, dans la capitale Djibouti et sur un périmètre de 18km².

La combinaison de tous ces facteurs a conduit à l'actuelle fragilisation extrême de la stabilité sociale que connaît le pays.

The bottom of the page features several handwritten signatures and initials in black ink. From left to right, there are: a signature that appears to be 'MG', a signature that looks like 'R', a circled signature, a long diagonal stroke, a signature that looks like 'H', a signature that looks like 'me', and a signature that looks like 'AA'.

D'où l'impérieuse nécessité pour notre pays de changer fondamentalement de mode de gouvernance et de gestion socio-économique pour réaliser tout son potentiel.

L'USN va focaliser son action sur des stratégies et actions destinées à relancer **l'économie nationale**. Elle initiera notamment des réformes juridiques, fiscales et institutionnelles en vue d'instaurer un environnement habitant et un cadre réglementaire efficace propice aux activités économiques.

D'autres stratégies viseront la promotion des secteurs de **l'éducation**, de la **formation professionnelle**, de la **santé**, de **l'emploi**, les **infrastructures sociales** et la mise en place d'un système de **sécurité sociale** efficient.

L'USN adoptera également une stratégie efficace de **collecte des taxes** et de **l'impôt** pour garantir le fonctionnement de l'Etat et soutenir la redistribution équitable des richesses nationales à travers tout le pays.

L'USN s'attellera en priorité, et entre autres, à :

- promouvoir de saines politiques macroéconomiques qui soutiennent le développement durable conformément aux objectifs du NEPAD;
- promouvoir le développement des secteurs sources potentielles de croissance tels que l'Agriculture, l'Elevage, la Pêche, le Tourisme, l'Artisanat... ;
- favoriser l'émergence et le développement d'un tissu industriel national ;
- créer des zones économiques spécifiques dans les différentes régions du pays ;
- instaurer la transparence des dispositifs de gestion des finances publiques, la qualité des méthodes de gestion (transparence – rigueur – efficacité...) et la qualité du capital humain (compétence – intégrité – dévouement...);
- engager et poursuivre une lutte implacable contre la corruption active et passive, notamment par la mise en œuvre rigoureuse des lois pénales internes et des Conventions des Nations-Unies et de l'Union africaine ;
- Lutter contre le blanchiment d'argent ;
- renforcer les capacités juridiques, institutionnelles et opérationnelles nécessaires à la restauration du patrimoine public affecté par la mal gouvernance.



Handwritten signatures and marks at the bottom of the page, including a large checkmark and several illegible signatures.

V. DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

La pauvreté n'est pas une fatalité. Elle est la conséquence directe et immédiate de la mal-gouvernance et du pillage des ressources de l'Etat par une infime minorité.

Pire, elle est devenue notre pays un mode de gouvernement dont la devise est :

« Réduire et maintenir le peuple dans l'extrême pauvreté et la mendicité pour garantir le pouvoir contre toute forme de révolte ».

Le PNUD estime que la pauvreté affecte 75% de la population djiboutienne et l'extrême pauvreté 45%.

L'incidence de la pauvreté n'a pas cessé de s'accroître au cours des 15 dernières années faisant désormais de l'**insécurité alimentaire** un problème majeur pour les ménages djiboutiens dont les dépenses liées à l'alimentation représentent 80% de leur budget (PNUD – 2010).

Il ressort par ailleurs des chiffres publiés en 2011 par le gouvernement en place lui-même que :

- En **milieu urbain**, 47% des ménages n'ont pas les moyens de s'offrir une alimentation adéquate, 31% de la population est sous-alimenté et la proportion d'enfants souffrant de malnutrition s'élève à 33%, soit l'un des taux les plus élevés du monde ;
- Cette situation est encore pire dans les **zones rurales** et plus particulièrement dans les régions du Nord où la pauvreté touche près de 85% de la population.

Depuis lors l'insécurité alimentaire n'a cessé de croître.

Compte tenu de ce qui précède l'USN est convaincue qu'une réduction significative de la pauvreté résultera forcément de la mise en œuvre de la bonne gouvernance et plus particulièrement de :

- l'application d'une politique de redistribution équitable des richesses nationales à travers notamment une bonne allocation des ressources publiques impulsant les secteurs réducteurs de pauvreté tels que la formation professionnelle, l'emploi, l'éducation, la santé, l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat et le tourisme,
- la lutte contre la cherté de la vie notamment dans les domaines de l'alimentation, de l'eau, du logement, de l'énergie et des transports,
- la transparence des dispositifs de gestion des finances publiques,
- la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite.

En parallèle, l'USN mettra en place des stratégies et actions spécifiques destinées à lutter efficacement contre la pauvreté avec pour objectif d'y mettre définitivement fin.



VI. DE LA POLITIQUE ETRANGERE

La politique étrangère actuelle de Djibouti est bien davantage au service du régime que du pays.

La transformation des missions consulaires et des ambassades en officines du parti au pouvoir illustre parfaitement ce triste constat.

Les nombreux atouts, notamment géostratégiques, dont dispose la République de Djibouti lui donne les moyens de conduire une politique étrangère au service de la paix et du développement.

L'USN mènera une politique étrangère ouverte sur le monde.

L'USN s'engage à promouvoir une diplomatie tournée vers le développement et à restaurer le rôle des missions consulaires et des ambassades dans leurs missions statutaires en y incorporant des services spécifiques à la Diaspora djiboutienne, afin d'encourager celle-ci à participer activement et de façon volontariste au développement économique, politique et social du pays.

L'USN s'attèlera à une intégration sous-régionale et régionale de l'Afrique.

L'USN mettra tout en œuvre pour que notre pays s'acquitte pleinement de ses obligations au sein des organisations sous-régionales (IGAD et COMESA).

Les relations avec les pays voisins seront privilégiées. Il en sera de même en ce qui concerne les liens et relations avec les pays arabes et le monde musulman ainsi qu'avec leurs organisations communes (Ligue Arabe – Organisation de la Conférence Islamique).

L'USN maintiendra et renforcera sa coopération avec les nations amies dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la piraterie maritime.

POUR TOUTES CES RAISONS,

L'USN invite l'ensemble des forces politiques, sociales et morales à promouvoir un vaste rassemblement contre la dictature et à œuvrer pour l'instauration de la démocratie.

A Djibouti, le 16 janvier 2014.

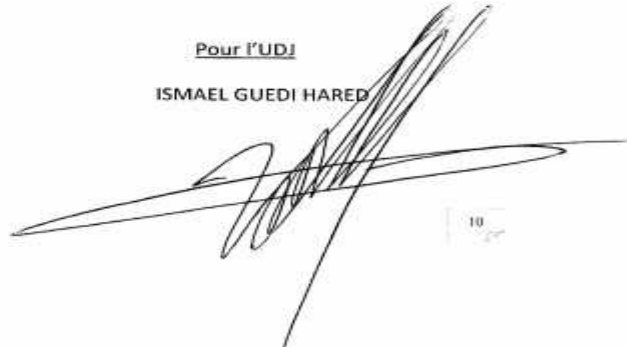
Pour l'ARD

AHMED YOUSSEF HOUMED



Pour l'UDJ

ISMAEL GUEDI HARED



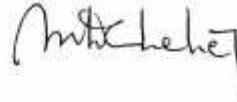
Pour le CDU

OMAR ELMI KHAIREH



Pour le PDD

MOHAMED DAUD CHEHEM



Pour le MRD

DAHER AHMED HARAH



Pour le MODEL

SOUGUEH AHMED ROBLEH



Pour le RADD

ABDOURAHMAN M. GHELLEH

